

MIRBEAU, DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE

ET LES CALOMNIES CONTRE L'EMPIRE

On sait qu'au début de sa carrière journalistique, Octave Mirbeau a servi de secrétaire particulier à un client et ami de son père, Henri Dugué de la Fauconnerie ¹, maire de Saint-Germain-des-Grois et ancien député bonapartiste de la circonscription de Mortagne-Rémalard, qui lui a mis le pied à l'étrier et l'a introduit à *L'Ordre de Paris*, journal officiel de l'Appel au Peuple, le parti impérialiste. C'est là que notre Rastignac, sauvé du cercueil notarial, a fait ses débuts journalistiques, d'abord anonymement, en rédigeant pour son patron les éditoriaux non signés du quotidien - et aussi, naturellement, les textes signés Dugué de la Fauconnerie ² -, ensuite sous son nom, lorsqu'il a hérité de la chronique théâtrale, puis de la "Chronique de Paris" ³.

On sait aussi que, grâce aux éditoriaux de *L'Ordre de Paris*, qui étaient relayés en province par une myriade de journaux locaux, la propagande bonapartiste s'est révélée très efficace, que nombre de candidats de l'Appel au Peuple ont été élus à partir de 1874 ⁴ à l'occasion d'une succession d'élections législatives partielles, et que l'hypothèse d'une victoire électorale des impérialistes, à l'occasion du referendum institutionnel qu'ils réclament pour permettre aux électeurs de choisir entre Empire, République et Monarchie, a, non seulement cessé de paraître farfelue, mais a commencé à inquiéter sérieusement les républicains et les orléanistes. À tel point que la crainte commune d'une restauration de l'Empire va précipiter le ralliement à la République de ces derniers - qui viennent d'échouer dans leur tentative de "fusion" avec les légitimistes ⁵ — mais à la condition expresse qu'elle soit clairement conservatrice. Ce ralliement, jugé contre-nature par les impérialistes, aboutira à l'amendement Wallon, voté à une voix de majorité, le 30 janvier 1875, par une assemblée pourtant très largement monarchiste, et, en échange, à l'instauration d'un Sénat, élu au suffrage restreint, et garant de l'ordre social aux yeux des orléanistes, allergiques au suffrage universel ⁶.

Or, à ces succès inespérés de la propagande bonapartiste, ont également fortement contribué deux brochures signées Dugué de la Fauconnerie et diffusées à des centaines de milliers d'exemplaires : l'une, *Les Calomnies contre l'Empire*, a paru en septembre 1874, et l'autre, au titre nostalgique, *Si l'Empire revenait*, chez Dentu, le 29 mai 1875, soit après l'avènement de la République au détour de l'amendement Wallon. Il va de soi que l'une et l'autre ont été rédigées par le "nègre" attitré de Dugué : Octave Mirbeau.

Publié sous la forme d'une brochure de 32 pages et de petit format, imprimée chez F. Debons, et vendue officiellement dix centimes - mais vraisemblablement donnée le plus souvent de la main à la main -, *Les Calomnies contre l'Empire* se présente sous la forme d'un défi lancé par le

1 Né le 11 mai 1835, Dugué est licencié en droit. Sous-préfet à Saint-Jean d'Angély en 1862, il a été élu conseiller général de l'Orne en 1866 et député aux élections de mai 1869. C'est en novembre 1872 qu'il a pris la direction de *L'Ordre de Paris*.

2 Notamment toute une série d'articles, pendant plus d'un an, en faveur des instituteurs aux salaires dérisoires et souvent en butte aux persécutions des préfets. Les autres articles sont des attaques contre les orléanistes au pouvoir, contre le préfet de l'Orne, et, plus généralement, contre toutes les forces conservatrices, qualifiées d'"anti-sociales", et des éloges des bienfaits de l'Empire pour les "classes laborieuses", ouvriers et paysans.

3 Sur cette période de prostitution de la plume, voir le chapitre II de la biographie d'*Octave Mirbeau, l'imprécateur au cœur fidèle*, par P. Michel et J.-F. Nivet, Séguier, 1990. Et sur l'orientation des éditoriaux de *L'Ordre*, voir ma communication "Mirbeau et l'Empire" dans *Littérature et nation*, université de Tours, n° 13, 1994, pp. 19-41.

4 Élection d'un bonapartiste dans le Nord en février 1874, et surtout, le 24 mai suivant, victoire très nette de l'ancien écuyer de Napoléon III, de Bourgoing, qui, dans la Nièvre, dépasse le candidat républicain de plus de 5.000 voix (il sera invalidé un an plus tard). Le 8 novembre suivant, il y aura aussi la triomphale élection du duc de Mouchy dans l'Oise.

5 Le 30 octobre 1873, le comte de Chambord, prétendant légitimiste, a refusé le drapeau tricolore, faisant ainsi échouer les tentatives de "fusion" des deux branches de la famille monarchiste.

6 Les députés impérialistes se vengeront des orléanistes en les faisant systématiquement battre par des républicains ou des légitimistes, lorsqu'aura lieu, en décembre 1875, l'élection des soixante-quinze sénateurs inamovibles.

signataire, alors candidat aux élections cantonales dans le canton de Nocé ⁷, à son concurrent républicain, un dénommé Chevauché, et, au-delà de cet inconnu, à l'ensemble des politiciens républicains. Il parie contre lui 25. 000 francs (soit 500. 000 de nos francs 1999), contre 25. 000 sous - soit vingt fois moins ! -, qu'il lui sera impossible de réfuter la moindre de ses assertions historiques, puisées aux meilleures sources, et tendant à dédouaner Napoléon III de toute responsabilité dans le déclenchement de la guerre de 1870 et dans la catastrophe qui s'en est suivie et dont est née la Troisième République, proclamée le 4 septembre. C'est habilement joué :

- En présentant sa "*notice*" sous la forme d'une lettre ouverte à ses électeurs, il les flatte, et, en s'adressant à eux directement, il leur manifeste sa bienveillance et sa proximité.

- En faisant à ses lecteurs et électeurs un cours d'histoire et en y traitant des questions d'importance nationale, Dugué acquiert une envergure infiniment supérieure à celle des républicains de l'Orne, englués dans de mesquines préoccupations clochermerlesques.

- En donnant une forme ludique à ce qui, sans cela, serait apparu comme un vulgaire produit de propagande concocté par de peu ragoûtantes officines, Dugué attire l'attention des chalands et les incite à en prendre connaissance, fût-ce par jeu ou par appât du gain plutôt que par souci de la vérité historique.

- En proposant que les sommes en jeu soient versées aux pauvres du canton, il apparaît à très bon compte comme un défenseur des humbles et soigne l'image de marque populiste de son parti.

- Enfin, en mettant en jeu une somme aussi énorme, tout en réduisant au maximum les risques pécuniaires de ses adversaires, en bon joueur de poker, il impressionne et bluffe ses électeurs — et, par-delà son canton, tous les lecteurs de la brochure et tous ceux qui entendent l'argumentaire repris par les bonapartistes dans tout le pays — et les conditionne d'entrée de jeu à accueillir favorablement une thèse que l'on est en droit de supposer d'une solidité à toute épreuve.

De fait, ce qui intéresse Dugué, c'est moins de se réimplanter localement en reconquérant un modeste mandat électif, que de contribuer efficacement à la promotion de l'Appel au Peuple sur le plan national. Or, ce qui handicape beaucoup la cause bonapartiste, c'est la responsabilité indéniable de l'Empire dans le déclenchement de la guerre et dans l'effondrement qui en a résulté. Il convient donc de le laver complètement des "*calomnies*" que le personnel républicain et les orléanistes au pouvoir, dans le cadre de la "*République des ducs*", ont intérêt à colporter pour discréditer à tout jamais le régime abattu. Pour éviter que cette réhabilitation de l'Empereur n'apparaisse que comme une "*mystification*" par trop intéressée — comme Mirbeau, par la suite, considérera l'histoire en général — et pour lui donner l'allure d'une recherche objective de la vérité, Dugué et son secrétaire particulier vont s'appuyer sur des documents irréfutables : soit parce qu'il s'agit de documents officiels - enquête de la commission parlementaire, par exemple - , soit parce qu'ils émanent de témoins supposés objectifs (le *Times*, par exemple, ou le colonel Forbes, ou *Le Journal de Genève*), soit, mieux encore, parce qu'ils sont l'œuvre d'adversaires de l'Empire (journalistes du *Rappel* ou de *La Presse*, opposants républicains) et constituent autant d'aveux précieux à retourner contre eux. On peut imaginer, sans trop de risques de se tromper, que les archives du parti et de ses chefs — notamment l'ex-"*vice-empereur*" Eugène Rouher — ont été largement mises à la disposition du "nègre" chargé de mettre en forme la brochure et qui, devant tant de matériaux accumulés, n'avait plus que l'embarras du choix.

Il en ressort une opposition fortement teintée de manichéisme, mais apparemment objective, entre un chef d'État prudent et prévoyant, d'un courage à toute épreuve, comptable du sang de ses soldats et exclusivement soucieux de l'intérêt de la patrie, d'un côté, et, de l'autre, les médiocres politiciens qui ne voient pas plus loin que leurs appétits, hypocrites et lâches, grotesques et foireux, et dont l'irresponsabilité criminelle a précipité le pays dans une guerre à laquelle ils avaient empêché de le préparer. Bilan : des dizaines de milliers de morts et de blessés, une centaine de milliers de prisonniers, deux provinces perdues, et une indemnité de cinq milliards de francs à verser à l'Allemagne unifiée... Quant à la dernière partie de la démonstration, où Dugué met en lumière, non sans insistance, et sans courir le risque d'être démenti, sur le courage dont a fait preuve Napoléon III

⁷ La brochure est distribuée le 26 septembre à tous les électeurs du canton. Dugué sera réélu le 7 octobre suivant, par 1. 700 voix contre 500 à son concurrent républicain. Au niveau national, sur 222 candidats de l'Appel au Peuple dans trente-neuf départements, 144 ont été élus.

à Sedan, alors qu'il souffrait horriblement de la vessie et qu'il s'est volontairement exposé à la mort, elle a pour effet de toucher la corde sensible des lecteurs, qui seront incités à pardonner à l'homme les fautes de l'Empereur.

L'argumentation est habile, et la clarté de la présentation, la simplicité des formules et le martelage de la thèse à démontrer contribuent à la faire accepter par des citoyens honnêtes et sans préjugés. Cependant, force est aux lecteurs d'aujourd'hui de se demander si tout cela n'est pas trop beau pour être vrai. Le soupçon rôde.

- Car enfin, s'il est vrai que les républicains se sont opposés à la loi de réorganisation militaire — et le jeune Mirbeau tout le premier, comme en font foi ses *Lettres à Alfred Bansaard*⁸ ! —, comment expliquer qu'ils aient pu empêcher le réarmement d'abord, et ensuite précipiter la guerre, alors qu'ils ne représentaient qu'une infime minorité au Corps Législatif (une trentaine de députés sur 292) et qu'ils ne disposaient pas de l'exécutif ? Il a bien fallu que le gouvernement en place, manquant à tous ses devoirs de prudence, tienne compte d'une partie importante de ses soutiens, les quelque 130 députés bonapartistes libéraux élus en 1869, avant de se laisser entraîner par l'opinion publique dans une guerre dont Napoléon III avait tout à craindre sans y avoir préparé le pays. On sait que la réputation d'Émile Ollivier — surnommé par Mirbeau "*Monsieur de Cœurléger*" dans *Les 21 jours d'un neurasthénique* — et celle du maréchal Leboeuf, ministre de la Guerre, qui prétendait qu'à l'armée française ne manquait "*pas un bouton de guêtres*", en seront durablement entachées.

- Et puis, s'il est vrai que la fameuse dépêche d'Ems résulte d'un tripatouillage de Bismarck, désireux de déclencher la guerre, rien n'obligeait l'Empereur à l'exploiter comme il l'a fait et à déclarer la guerre le premier, le 19 juillet, en s'aliénant du même coup les gouvernements neutres et les opinions publiques étrangères. Force est d'en conclure que la perspective d'une victoire militaire susceptible de redorer un blason bien terni, notamment depuis l'affaire du Luxembourg, s'est révélée plus forte que sa lucidité, si lucidité il y a bien, et que sa pitié, à vrai dire un peu suspecte, pour tous ceux qu'il envoyait à la "*boucherie*".

- Enfin, si la disproportion des effectifs mobilisables n'est pas imputable à l'Empire seul, dans la mesure où l'opposition républicaine et l'opinion publique s'étaient montrées très hostiles à la politique de réarmement, reste que l'armée était totalement désorganisée et très mal équipée et que son haut commandement était particulièrement incompétent et lamentable, comme Mirbeau lui-même ne manquera pas de l'illustrer d'abondance dans ses contes et, surtout, dans le sulfureux chapitre II du *Calvaire* ; et de ces défaillances, c'est bien l'Empire qui était seul responsable⁹.

Quoi qu'il en soit du partage des responsabilités¹⁰, qu'est-il advenu du pari de Dugué ? En dépit de rappels réitérés dans *L'Ordre* dans les semaines et les mois qui ont suivi - notamment le 22 novembre -, aucun républicain n'a osé relever le défi lancé par le rédacteur en chef de *L'Ordre de Paris*. Aux yeux des bonapartistes, le silence des thuriféraires du nouveau régime constituait un aveu précieux : la preuve était faite qu'ils ne pouvaient rien objecter de sérieux à la démonstration de Dugué. Et la brochure pouvait continuer à inonder le pays : 90. 000 exemplaires écoulés le 3 novembre, et ... 653. 000 le 4 février suivant, aux dires de *L'Ordre* !

Pierre MICHEL

* * *

⁸ *Lettres à Alfred Bansaard des Bois*, Le Limon, Montpellier, 1989, p. 60 et p. 62. En février et mars 1867, le jeune Mirbeau y dénonce vigoureusement le projet de conscription qui, d'ici "*cent ans*", ramènerait la France "*à l'état sauvage*".

⁹ Telle est aussi la conclusion de François Roth, pour qui la responsabilité de l'Empire est "*indiscutable*" (*La Guerre de 1870*, Fayard, 1990, p. 555).

¹⁰ Voilà, pour sa part, comment Napoléon III l'envisageait : "*La responsabilité ne peut pas se concentrer sur la tête d'Émile Ollivier, elle doit se partager également entre le ministère, la Chambre et moi ; si je n'avais pas voulu la guerre, j'aurais renvoyé mes ministres ; si l'opposition était venue d'eux, ils auraient donné leur démission ; enfin, si la Chambre avait été contraire à l'entreprise, elle eût voté contre*" (propos cité dans le *Dictionnaire du Second Empire*, sous la direction de Jean Tulard, Fayard, 1995, p. 937).

Henri DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE
LES CALOMNIES CONTRE L'EMPIRE

**Pari de 25. 000 francs contre 25. 000 sous
proposé par M. Dugué de la Fauconnerie
à M. Chevauché, candidat républicain**

M. Dugué de la Fauconnerie adresse à son concurrent républicain aux élections du conseil général pour le canton de Nocé (Orne) la lettre suivante.

Monsieur,

Comme je sais que, pour combattre ma candidature IMPÉRIALISTE, opposée à votre candidature RÉPUBLICAINE, on recommence à colporter dans notre pays toutes les calomnies et tous les mensonges destinés à prouver que c'est l'Empire qui est cause de tous nos désastres, j'ai cru devoir établir dans une courte notice :

1. Que ce n'est pas l'Empereur qui a voulu la guerre.
2. Que ce n'est pas la faute de l'Empereur si nous n'étions pas prêts.
3. Que ce n'est pas à l'Empire qu'il faut faire remonter la responsabilité de la perte de deux provinces et des sommes énormes que la guerre nous a coûtées.
4. Que Sedan ¹¹ est l'acte le plus généreux de la vie de Napoléon III.

J'ai l'honneur de vous envoyer cette notice en vous priant de la lire avec la plus scrupuleuse attention.

Ainsi que vous le verrez, ce n'est pas par des mots, mais par des faits que je prouve ce que j'avance. Or, je vous mets au défi de contester la vérité d'un seul de ces faits, et je vous offre à cet égard :

Un pari de 25. 000 FRANCS contre 25. 000 SOUS au profit des pauvres de notre canton.

Et ce n'est pas seulement à vous, mais à tous les républicains de France que je propose ce pari.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Dugué de la Fauconnerie

En même temps qu'il adresse cette lettre à son concurrent, M. Dugué de la Fauconnerie envoie à chacun de ses électeurs la brochure qu'on va lire.

À MES ÉLECTEURS

On a osé vous dire que c'est l'Empereur qui a voulu la guerre.

Je réponds que c'est un mensonge.

Non, ce n'est pas l'Empereur, car il s'est séparé de M. Drouyn de Lhuys ¹², son ancien ministre des affaires étrangères, parce qu'il voulait la guerre.

Ce n'est pas l'Empereur, car, quelque temps avant que la guerre éclatât, il avait proposé à la Prusse un désarmement réciproque ¹³.

¹¹ C'est à Sedan qu'a eu lieu la capitulation de Napoléon III, fait prisonnier, ainsi que quelque 75. 000 soldats, le 2 septembre, à 17 heures. La veille au soir, pour mettre un terme au massacre sans espoir de ses troupes, il avait fait hisser le drapeau blanc.

¹² Édouard Drouyn de Lhuys (1805-1881), ministre des Affaires Étrangères depuis 1862, fut obligé de quitter ses fonctions pour s'être montré favorable à une intervention militaire contre la Prusse au lendemain de Sadowa (cf. note 18), fin août 1866.

¹³ Une première proposition a été rejetée par Bismarck le 11 mars 1868, et une seconde en février 1870.

Ce n'est pas l'Empereur, car, dans son discours au président du Corps Législatif¹⁴, il a dit, au moment de partir :

"Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour éviter la guerre, et je puis dire que c'est la nation tout entière qui, dans son irrésistible élan, a dicté notre résolution."

D'ailleurs, vous n'avez, pour savoir quelle était à cet égard l'opinion générale, qu'à jeter les yeux sur les journaux, même les moins bien disposés pour l'Empire.

Voici, par exemple, ce que disait *La Liberté*¹⁵ :

"Nous n'avons cessé, depuis quelques jours, de réclamer la guerre.

En notre âme et conscience, nous déclarons qu'en agissant ainsi, nous avons obéi au devoir que nous prescrivait la dignité et l'honneur de la France."

Voici ce que disait *La Presse*¹⁶ :

"Les cris de guerre qui retentissaient hier soir sur nos boulevards vont maintenant remplir la France et soutenir notre armée dans la lutte héroïque à laquelle nous provoque l'insolence de la Prusse. Les résolutions de guerre n'émanent pas du gouvernement, elles sortent des entrailles du pays."

Voici ce que disait *L'Univers*¹⁷ :

"La guerre où nous entrons n'est, pour la France, ni l'œuvre d'un parti, ni une aventure imposée par le souverain : la nation s'y donne de plein cœur."

Voici ce que disait *Le Soir*¹⁸ :

"Ce n'est pas l'Empereur Napoléon III qui, de son chef, a déclaré la guerre actuelle, c'est nous qui lui avons forcé la main."

* * *

Voulez-vous une autre preuve que le gouvernement ne faisait que céder au sentiment général, hautement manifesté ?... Voici ce que l'ambassadeur d'Angleterre écrivait à son gouvernement :

"L'excitation du public et l'irritation de l'armée sont telles qu'il devient douteux que le gouvernement français puisse résister au cri poussé par la guerre. On sent qu'il sera obligé d'apaiser l'impatience de la nation en déclarant formellement son intention de tirer vengeance de la conduite de la Prusse."

Ceux qui ont voulu la guerre, c'est les Prussiens qui étaient prêts et qui auraient fait naître une occasion, n'importe laquelle, si elle ne s'était pas offerte.

Ceux qui ont voulu la guerre, ce sont les gens de l'opposition, qui, cherchant à tout prix un prétexte pour critiquer le gouvernement et pour tâcher de se faire une popularité en spéculant sur le patriotisme souvent aveugle des masses, parlaient sans cesse **de la honte de Sadowa**¹⁹ **et de la nécessité d'une revanche**²⁰.

Ceux qui ont voulu la guerre, ce sont les braillards de Paris qui ont hurlé la *Marseillaise* et

14 Le président du Corps Législatif était alors le sidérurgiste Eugène Schneider.

15 Fondé en juillet 1865, *La Liberté* était possédé et dirigé par Émile de Girardin et tirait à 17. 000 exemplaires en 1869. Libéral sous l'Empire, il deviendra bonapartiste après sa chute. En juillet 1870, il était belliciste à tous crins et réclamait l'annexion de toute la rive gauche du Rhin...

16 Quotidien fondé en 1835, dirigé par B. Halbronn. De tendance libérale, mais favorable à l'Empire, il tirait à 9. 000 exemplaires en 1869.

17 Quotidien monarchiste et clérical, dirigé par le pamphlétaire catholique Louis Veuillot (1813-1883), que Mirbeau qualifiait naguère d'"*engueulangéliste polichinelle*" (*Lettres à Alfred Bansard*, p. 92)

18 Quotidien fondé en 1867 et dirigé par Hector Pessard. Le principal rédacteur en était Edmond About. Il était officiellement opposé à l'Empire, mais sa modération était liée aux subsides reçus en secret... Par la suite il a soutenu Thiers.

19 Victoire écrasante de l'armée prussienne sur l'armée autrichienne, le 3 juillet 1866, la bataille de Sadowa - village de Bohême - fit apparaître une nouvelle puissance menaçante pour la France : la Prusse. Cela explique que la presse d'opposition ait alors mené une violente campagne anti-prussienne.

20 Le 19 juillet, le Corps Législatif a voté pour la guerre, à une écrasante majorité : 245 voix contre 10 et sept abstentions.

crié : "À Berlin !" avant même de savoir ce dont il s'agissait ²¹.

* * *

Ceux qui ont voulu la guerre, en un mot, c'est tout le monde ²², et, si vous voulez vous en convaincre, vous n'avez encore qu'à jeter les yeux sur les journaux de l'époque, même les plus notoirement hostiles à la personne de l'Empereur et à son gouvernement.

Voici par exemple ce que disait *Le Rappel* ²³, journal de M. Victor Hugo ²⁴, le même qui aujourd'hui fait peser tout entière sur l'Empereur la responsabilité de nos désastres :

"*Les Hohenzollern* ²⁵ en sont venus à ce point d'audace qu'ils osent méditer la domination universelle qu'ont vainement rêvée Charles Quint, Louis XIV, Napoléon. Il ne leur suffit plus d'avoir conquis l'Allemagne, ils aspirent à dominer l'Europe ! Ce sera, pour notre époque, une éternelle humiliation que ce projet ait été, nous ne disons pas **entrepris, mais seulement conçu.**"

Voici ce que disait *Le Soir*, journal de M. Edmond About ²⁶, qui ne perd jamais aujourd'hui une occasion de nous insulter :

"*Quoi ! On permettrait à la Prusse d'installer un proconsul sur notre frontière d'Espagne ! Mais alors nous sommes trente-huit millions de prisonniers.*"

Voici ce que disait *Le Gaulois* ²⁷, qui faisait alors au gouvernement une opposition très ardente :

"*S'il a plu à l'Empire **autoritaire** d'accepter Sadowa et de se consoler de l'affaire du Luxembourg* ²⁸, *la France **libérale** ne saurait supporter qu'on la brave et qu'on la provoque impunément. Le gouvernement ne pourrait, **sans trahir la France**, supporter un jour de plus les insolences prussiennes.*"

Voici ce que disait *Le Figaro* ²⁹, qui n'a jamais été accusé d'un grand attachement pour les choses et les hommes de l'Empire :

"*La France peut exiger **plus que le désaveu** de la candidature du prince de Hohenzollern. Se voyant berné, trompé, joué par la Prusse, notre gouvernement doit **exiger des garanties**. Il peut compter sur le concours du pays.*"

Voici ce que disait *La Liberté*, par la plume de M. de Girardin ³⁰ :

"*Finissons-en ! La Prusse ne cèdera que devant la peur. Prenons un parti **énergique**, le seul*

21 C'est le 14 juillet que des manifestants ont défilé dans les rues de Paris en criant "À Berlin", lorsqu'a été rendue publique la dépêche d'Ems, dans laquelle Bismarck transformait un refus courtois de Guillaume Ier en un refus insultant.

22 C'est ce que confirme l'historien Jean-Yves Mollier : "*Depuis quatre années exactement, la majorité du pays acceptait tacitement l'éventualité d'un conflit avec la Prusse. [...] C'est pourquoi la guerre de 1870 est si facilement acceptée dans la plupart des départements. [...] Tous les rapports des préfets montrent que les foules se résignèrent assez rapidement au passage du temps de paix à celui des opérations militaires*" (*La Plus longue des Républiques*, Fayard, 1994, pp. 18-20). Reste qu'il y a loin de la résignation à la volonté d'en découdre.

23 Quotidien républicain radical, fondé en mai 1869 grâce aux subsides de Victor Hugo. Il tire à 40.000 exemplaires en février 1870.

24 En exil depuis le coup d'État du 2 décembre 1851, Victor Hugo ne rentrera en France que le 5 septembre 1870, au lendemain de la proclamation de la République. Il y sera accueilli triomphalement.

25 Le 2 juillet 1870, un Hohenzollern, le prince Léopold, petit cousin du roi de Prusse Guillaume Ier, a accepté la couronne d'Espagne, à laquelle il s'était porté candidat trois semaines plus tôt, ce qui a pu faire craindre aux Français la reconstitution prochaine de l'empire de Charles-Quint.

26 Edmond About (1828-1885), auteur du *Roi des montagnes* et de *L'Homme à l'oreille cassée*, collaborait au *Soir*. En 1871 il a fondé un quotidien républicain et anticlérical, *Le XIXe siècle*.

27 Quotidien mondain, fondé en juillet 1868 et dirigé par Henri de Pène, *Le Gaulois* tire à 13.000 exemplaires en mars 1869. Alors qu'il manifestait alors son mépris pour l'Empire, il deviendra bonapartiste à partir d'août 1871. En septembre 1879, Arthur Meyer, le nouvel employeur de Mirbeau, le ralliera à la cause légitimiste.

28 La conférence de Londres, le 7 mai 1867, avait décidé la constitution du grand-duché du Luxembourg en État neutre et indépendant, après la dissolution de la Confédération Germanique, alors que Napoléon III avait proposé le rattachement à la France.

29 Fondé par Villemessant en avril 1854, *Le Figaro* est un quotidien conservateur, mais au style plutôt léger, qui tire à 56.000 exemplaires en février 1870.

30 Émile de Girardin (1806-1881), fondateur de la grande presse moderne, dirigea successivement *La Presse* et *La Liberté*. Hostile à l'Empire à ses débuts, il se rallia à son orientation libérale en 1869 et à la guerre en juillet 1870.

qui convienne à la France, et si la France refuse de se battre, nous la contraindrons à coups de **crosses** de repasser la Rhin et de vider la rive gauche."

Voici ce que disait *L'Univers* :

"Prétexte ou raison, l'occasion est bonne pour la guerre. La France ne peut laisser la Prusse **s'agrandir** davantage. Pour l'empêcher, il faut **l'amoindrir**."

Et tous les journaux de toutes les nuances en disaient autant, et je défie que l'on m'en cite un qui ait tenu un autre langage, depuis les plus rouges ³¹ jusqu'aux plus blancs ³².

* * *

Maintenant, messieurs, il y avait quelqu'un de moins enthousiaste que tout le monde, et qui écoutait, triste et rêveur, toutes ces vantardises et ces provocations. C'était l'Empereur qui, tout en se sentant enhardi par l'opinion publique de manière à ne pas pouvoir lui résister, savait parfaitement que la Prusse était formidablement armée, et que, dès lors, la guerre offrait de grands périls ³³.

À ceux qui douteraient, je recommande la lecture attentive de la proclamation de Napoléon III à l'armée ³⁴. La voici, et il est impossible de n'y pas reconnaître la trace des graves préoccupations et des inquiétudes du souverain :

"Soldats ! je vais me mettre à votre tête pour défendre **l'honneur** et le **salut** de la Patrie.

Vous allez combattre **l'une des meilleures armées de l'Europe...**

La France entière vous suit de ses vœux ardents, et l'univers a les yeux sur vous. De nos succès dépend **le sort de la liberté et de la civilisation**.

Soldats ! que chacun fasse son **devoir** et le Dieu des armées sera pour nous."

* * *

Non, ce n'est pas l'Empereur qui a voulu la guerre.

Atteint alors, et très gravement, de la maladie qui devait l'emporter ³⁵, il ne voulait et ne pouvait vouloir que la paix.

Et d'ailleurs on était au lendemain du plébiscite de 1870 ³⁶.

Bien naïfs en vérité, ou plutôt bien impudents, tous ceux qui viennent nous dire que l'Empereur avait besoin à cette époque du prestige qu'aurait pu lui donner la victoire.

Comment ! Est-ce que la force de l'Empire ne venait pas d'être affirmée par plus de sept millions de suffrages, par vos votes, mes chers amis ?

Et c'est le moment que Napoléon III aurait choisi pour courir, de son plein gré, des aventures de guerre, alors qu'il souffrait, comme je viens de vous le rappeler, et que son fils, maintenant homme fait, n'était encore qu'un enfant ³⁷ — et qu'il savait, lui, l'Empereur, que nous n'étions pas prêts pour entrer en lutte avec la Prusse.

31 En effet, la position de Karl Marx - qui souhaitait la défaite de l'Empire - n'a pas été du tout suivie par les révolutionnaires et internationalistes français. Les uns se résigneront à laisser passer la vague, les autres se révéleront patriotes et appelleront à la mobilisation.

32 De fait, tous les quotidiens - à l'exception des *Débats* - virent dans la dépêche d'Ems une provocation et appelèrent à la guerre.

33 Biographe de Napoléon III, Louis Girard écrit qu'il a alors "mal" joué "son rôle" : "Il a bien réagi au début, provoquant les négociations qui aboutiront au retrait de la candidature [Hohenzollern]. Ensuite il est influencé par la droite autoritaire. [...] Ses échecs antérieurs lui ont donné un sentiment d'infériorité. Il ne peut plus rien laisser passer ; mieux, il lui faut un grand succès de prestige. Pourtant, c'est un homme pacifique ; il est sans doute l'un de ceux qui mesurent le mieux le mortel danger qu'il faut affronter, mais il n'ose pas contrarier un mouvement qu'appelle l'opinion" (*Napoléon III*, Fayard, 1986, p. 466).

34 Au lendemain de sa pénible arrivée à Metz, le 28 juillet.

35 Il est décédé le 9 janvier 1873, à Chislehurst, en Angleterre, où il s'était réfugié après sa libération. Il souffrait d'une maladie de la vessie (coliques néphrétiques) et, à l'époque de Sedan, son urine était déjà mêlée de sang.

36 Le 8 mai 1870, un plébiscite a approuvé les réformes libérales accomplies par l'Empire, par 7. 358. 000 "oui" contre 1. 572. 000 "non". Ce résultat a démoralisé l'opposition

37 Le prince impérial Louis-Napoléon, né en 1856, tué par les Zouaves en 1879, était le prétendant au trône depuis la mort de son père. Le 16 mars 1874 a eu lieu à Chislehurst une cérémonie solennelle pour célébrer sa majorité.

* * *

Non, nous n'étions pas prêts.

Et l'on vous dit que la faute en est à l'Empereur.

C'est encore là un mensonge.

Si nous n'étions pas prêts, la faute n'en est pas à l'Empereur qui, dès 1867, disait dans son discours à l'ouverture des Chambres³⁸ :

*"L'influence d'une nation dépend du **nombre d'hommes** qu'elle peut mettre sous les armes."*

La faute n'en est pas non plus à ses ministres.

Voici ce que dit, dès 1868, à la Chambre, le maréchal Niel³⁹, qui ne se lassait pas de réclamer l'organisation de la mobile :

"J'ai la conviction qu'avant peu vous aurez le plus grand regret d'avoir attaqué cette institution."

Voici ce qu'il dit plus tard :

*"Vous me rendez la tâche impossible. Quand j'ai accepté la mission que l'Empereur m'a confiée de réorganiser l'armée, mission dont je crois le succès assuré, comment pouvez-vous me refuser les choses que je regarde comme **nécessaires** ?"*

Et vous savez comment ce pauvre maréchal mourut à la peine, sans avoir même pu obtenir que l'on exerçât la mobile au tir du fusil et du canon et aux différentes manœuvres.

Voici d'un autre côté ce que disait M. Rouher⁴⁰ :

*"La Prusse, en certains cas, peut disposer de **treize cent mille hommes**. Sans doute la France, avec huit cent mille bons soldats, peut résister à cette puissance militaire, mais on ne doit pas perdre de vue qu'il y a une grande distance entre l'effectif nominal et l'effectif disponible."*

Enfin, voici ce que disaient les députés de la droite, comme le comte de La Tour⁴¹, en suppliant l'opposition de voir clair :

*"Il est nécessaire d'augmenter nos forces et d'avoir constamment les yeux sur la Prusse. Elle dispose de **onze cent mille hommes**. Il faut donc voter la loi, affronter, pour faire notre devoir de Français, les **rumeurs** du corps électoral dont nous **menacent** les journaux de l'opposition."*

* * *

Ceux qui ont été cause que nous n'étions pas prêts, ce sont les républicains, les députés de l'opposition. — Je voudrais pouvoir vous citer leurs discours tout entiers ; mais quelques extraits suffiront à vous prouver quel rôle fatal ont joué ces gens-là, qui ont aujourd'hui l'impudence d'accuser l'Empire d'imprévoyance et d'incurie.

Voici ce que dit M. Jules Simon⁴², un homme du 4 Septembre⁴³, et cela suffira à résumer tous ses discours :

*"J'espère qu'on nous rendra **cette justice** que, **toutes les fois qu'il a été question d'organiser***

38 Le 14 février 1867.

39 Adolphe Niel (1802-1869), ministre de la Guerre depuis le 19 janvier 1867, a fait adopter, le 14 janvier 1868, la loi instaurant la garde mobile, armée de réserve organisée par département de façon à couvrir tout le territoire. Il mourut le 13 août 1869, découragé par l'opposition du Corps Législatif, qui, le 14 janvier 1868, avait fortement amendé son projet. En juillet 1870, Mirbeau a été mobilisé dans la garde mobile de l'Orne.

40 Eugène Rouher (1814-1884), ministre d'État depuis octobre 1863, homme fort du Second Empire, était surnommé le "vice-empereur". Il incarnait la tendance plébiscitaire-autoritaire du régime. Après la chute de l'Empire, il fut le leader incontesté de l'Appel au Peuple.

41 Député légitimiste et clérical des Côtes-du-Nord de 1852 à 1870.

42 Jules Simon (1814-1896), philosophe de formation, et théoricien de la pseudo-philanthropie brocardée par Mirbeau, était ministre de l'Instruction Publique dans le Gouvernement de la Défense Nationale. Il sera président du Conseil en 1877 et "démissionné" le 16 mai par Mac-Mahon.

43 Le 4 Septembre est considéré par les bonapartistes en général, et par Mirbeau, dans ses éditoriaux de *L'Ordre* en particulier, comme une journée insurrectionnelle, et les politiciens républicains arrivés au pouvoir à cette occasion sont particulièrement honnis et méprisés.

ce qu'on appelle la paix armée, on nous a trouvés en travers de toutes les mesures proposées pour arriver à ce but."

Voici ce que dit M. E. Picard ⁴⁴, un homme du 4 Septembre :

*"On nous dit qu'il nous faut huit cent mille hommes ! Depuis quand parle-t-on, en France, ce langage ? Depuis quand vient-on dire publiquement qu'il nous faut prendre de telles précautions, non seulement pour défendre nos frontières, mais encore pour conserver notre indépendance ? Rien ne justifie ces armements **exagérés** qui écrasent le pays."*

Voici ce que dit M. Jules Favre ⁴⁵, un homme du 4 Septembre :

*"On nous dit qu'il faut que la France soit armée comme ses voisins ; que sa sécurité est attachée à ce qu'elle soit **embastionnée, cuirassée** ; qu'elle ait dans ses magasins des monceaux de poudre et de mitraille ; que, sans cela, elle est exposée à périr. Ma **conscience** proteste contre de semblables propositions.*

*Tout cela, c'est de l'ancienne politique, c'est de la politique de haine ; ce n'est pas de la politique d'expansion, **d'abandon**."*

Et d'ailleurs, ne voulant pas que la nation s'organise, pendant la paix, pour la guerre, cet homme ajoute :

*"Que craint-on, d'ailleurs ? Est-ce que les quarante millions d'Allemands songent à nous attaquer ? Pourquoi promener constamment, devant la Chambre, le vain fantôme d'une **chimère** qui n'aboutit à rien et ruine le pays ?"*

Voici ce qu'a dit M. Garnier-Pagès ⁴⁶, un homme du 4 Septembre, en réponse au Message de l'Empereur qui demandait l'organisation de l'armée :

*"L'influence d'une nation dépend de ses **principes** ! Les armées, les rivières, les montagnes, les forteresses ont **fait leur temps**. La vraie frontière, c'est le **patriotisme**."*

Voici ce qu'a dit M. Magnin ⁴⁷, un homme du 4 Septembre :

*"Les armées permanentes, en théorie, sont jugées et condamnées. L'avenir appartient à la démocratie armée... La loi que vous faites n'a pour but et n'aura pour résultat que d'accroître **encore nos forces** et d'épuiser nos finances... Je repousse donc la loi parce qu'elle est une surcharge imposée à la nation ; je la repousse parce qu'elle est anti-démocratique, anti-égalitaire, et laissez-moi espérer que les mandataires du suffrage universel ne voteront pas une augmentation de charges aussi considérables."*

Voici ce qu'a dit M. de Kératry ⁴⁸, toujours un homme du 4 Septembre, quelques jours avant l'ouverture de la campagne, à propos de l'armée de ligne :

"Le ministre demande encore cette année quatre cent mille hommes qui coûteront 370 millions. C'est trop. Pourquoi une si grosse armée et une si forte dépense ? Évidemment en vue de la Confédération du Nord ⁴⁹. Or, l'armée de la Confédération, y compris celle de la Prusse, se

44 Ernest Picard (1821-1877), élu député d'opposition en 1858, puis en 1869, était un républicain conservateur, qui était sur le point de se rallier à l'Empire libéral à la veille de la guerre. Membre du gouvernement de la Défense Nationale, il fut ensuite ministre de l'Intérieur de Thiers. Il sera élu sénateur inamovible en décembre 1875.

45 Républicain modéré, l'avocat Jules Favre (1809-1880) a été élu député en 1858 et réélu de justesse en 1869. Vice-président du gouvernement de la Défense Nationale, constitué le 4 septembre 1870, et ministre des Affaires étrangères, il a eu avec Bismarck, le 15 septembre 1870, au château de Ferrières, une première entrevue, sans résultats. Il signera avec lui l'armistice, le 28 janvier 1871. La citation faite par Dugué a été prononcée lors de la séance du 19 décembre 1866. Les éditoriaux anonymes de *L'Ordre* manifestent pour lui un profond mépris.

46 Louis-Antoine Garnier-Pagès (1803-1878), ministre des Finances en 1848, élu député d'opposition en 1864, fut un des rares à voter contre la guerre, le 19 juillet 1870. Il faisait partie du gouvernement de la Défense Nationale.

47 Joseph Magnin (1824-1910), député d'opposition élu en 1863 et en 1869, fut ministre de l'Agriculture et du Commerce dans le gouvernement de la Défense Nationale et démissionna le 11 février 1871. Il sera sénateur inamovible, puis directeur de la Banque de France.

48 Député républicain élu dans le Finistère en mai 1869, Émile de Kératry, né en 1832, avait appelé, le 26 octobre 1869, à une manifestation place de la Concorde pour exiger la convocation du Corps Législatif, mais les autres députés d'opposition, effrayés, avaient repoussé sa proposition. Le jeune Mirbeau l'avait alors vivement regretté (cf. ses *Lettres à Alfred Bansard*, p. 153). Le 4 septembre 1870, Kératry a occupé la préfecture de police ; il a été alors préfet de police pendant un mois.

49 Succédant à la Confédération Germanique, dissoute après Sadowa, en 1866, la Confédération du Nord ne regroupait ni l'Autriche, ni la Bavière, ni la Hesse, ni le Wurtemberg, ni le pays de Bade, et elle était dominée par la Prusse.

compose seulement de 299 mille hommes, coûtant à peine 254 millions, soit cent mille hommes et 116 millions de moins que chez nous.

On a réduit le recrutement de notre armée à 90. 000 hommes, au lieu de 100. 000 ; ce n'est pas assez. Il faut le réduire à 80. 000 pour revenir au contingent normal qui existait autrefois."

* * *

Enfin, voici ce qu'a dit M. Thiers ⁵⁰, qui a pourtant passé depuis pour un prophète :

"On vous présentait l'autre jour des chiffres de mille deux cent, de mille trois cent, de mille cinq cent mille hommes comme étant ceux que les différentes puissances peuvent mettre sous les armes. Eh bien ! ces chiffres-là sont parfaitement chimériques... La Prusse, selon M. le ministre d'État, nous présenterait un million trois cent mille hommes. Mais, je le demande, où a-t-on vu ces forces formidables ? La Prusse, combien d'hommes a-t-elle portés en Bohême ⁵¹, en 1866 ? 300. 000 hommes environ... C'est que, Messieurs, il ne faut pas se fier à cette fantasmagorie de chiffres... Ce sont là des fables qui n'ont jamais eu aucune espèce de réalité. (Approbations autour de l'orateur). Donc, qu'on se rassure, notre armée suffira pour arrêter l'ennemi. Derrière elle le pays aura le temps de respirer et d'organiser tranquillement ses réserves. Est-ce que vous n'aurez pas toujours deux ou trois mois, c'est-à-dire plus qu'il n'en faudra, pour organiser la garde nationale mobile et utiliser ainsi le zèle des populations ? D'ailleurs les volontaires afflueront. Vous vous défiez beaucoup trop de votre pays..."

* * *

Je pense, mes amis, qu'en voilà assez pour vous démontrer qui est-ce qui nous a empêchés d'être prêts, et qu'assurément ce n'est pas le gouvernement, puisqu'il ne s'est pas lassé de signaler les dangers et de demander des améliorations, alors que l'opposition ne s'est lassée d'être aveugle, et de se refuser à tout ce qui pouvait être utile à la réorganisation de l'armée.

* * *

Maintenant on vous dit que c'est à l'Empereur qu'il faut faire remonter la responsabilité de la perte de deux provinces et des sommes énormes que nous a coûtées la guerre ⁵².

C'est encore là une infâme calomnie.

Au 4 septembre 1870, rien n'était perdu. Nous pouvions nous en tirer avec deux milliards d'indemnités. Ceci résulte des documents officiels eux-mêmes, et spécialement de la déposition de M. Thiers devant la commission d'enquête.

Voici en effet ce que M. Thiers disait, le 30 octobre 1870, aux gens de la Défense nationale:

"Si j'ai un conseil à vous donner, acceptez l'armistice, même sans ravitaillement, afin de pouvoir convoquer une Assemblée sous le plus bref délai possible, et, à l'aide de cette Assemblée, d'arriver à traiter des conditions de la paix.

Je ne crois pas que la situation du pays et des armées soit telle que la continuation de la lutte puisse amener un bon résultat. Aujourd'hui la paix vous coûtera l'Alsace et deux milliards ; plus tard, indépendamment des maux et des souffrances de la guerre, la paix vous coûtera l'Alsace, la Lorraine et cinq milliards." (Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense

⁵⁰ Adolphe Thiers (1797-1877), surnommé par Mirbeau Monsieur Quart, a été ministre de l'Intérieur sous la Monarchie de Juillet, puis député orléaniste sous l'Empire. Élu chef de l'exécutif du nouveau régime le 17 février 1871, il devra démissionner le 24 mars 1873, sous la pression de la majorité monarchiste de la Chambre. Lors de la discussion des crédits militaires au Corps Législatif, il a été le seul député d'opposition à souhaiter que l'armée française soit forte pour garantir la paix.

⁵¹ Allusion à la campagne qui a abouti à la bataille de Sadowa (village de Bohême, l'actuelle Tchéquie).

⁵² La France a eu à verser à l'Allemagne une indemnité de guerre de cinq milliards de francs (soit 100 milliards de nos francs). Le paiement anticipé de cette somme énorme a permis l'évacuation des troupes allemandes dès le 16 septembre 1873.

nationale — Rapport Daru ⁵³, p. 271).

Et le 2 novembre, M. Thiers renouvelait cette même déclaration en disant à M. Jules Favre, comme le relate encore le rapport de la commission d'enquête :

"Aujourd'hui je crois que nous obtiendrions la paix aux conditions suivantes : L'ALSACE ET DEUX MILLIARDS. Plus tard, nous aurons à subir des ruines nouvelles et plus considérables. Les Allemands nous demanderont certainement l'Alsace, la Lorraine et cinq milliards. Eh bien ! dans ces conditions, je crois qu'il est préférable d'accorder la paix maintenant." (Déposition du général Ducrot ⁵⁴, p. 12).

* * *

À ce prix, on eût payé les folies des Jules Favre, Jules Simon et autres, qui ont jeté l'Empire dans la guerre après avoir poussé au désarmement du pays.

Mais cela n'aurait pas fait les affaires de Gambetta et de ses complices, qui voulaient avant tout le pouvoir et qui ont prolongé la lutte en se tenant loin des champs de bataille ⁵⁵, tout en sachant bien qu'elle ne pouvait mener qu'à une aggravation de nos défaites et de nos malheurs ⁵⁶.

Par exemple, cela, croyaient-ils, faisait les affaires de la République.

C'est pourquoi ils ont envoyé vos enfants à la boucherie avec des souliers en carton et des fusils sans chiens, tandis qu'ils se prélassaient dans les préfectures et dans les bureaux d'intendance.

C'est là de l'histoire, et cette histoire, vous la connaissez aussi bien que moi ; vous l'avez vue, vous en avez souffert. — C'est de l'histoire républicaine.

* * *

Enfin on ose vous dire que l'Empereur a été lâche à Sedan.

Pour réfuter cette misérable et odieuse invention, je me borne à transcrire ici un passage de la populaire brochure de M. F. Perron ⁵⁷, intitulée : *Ils en ont menti !* Là encore ce sont des faits et non des mots que l'on oppose aux calomnieux de Napoléon III.

"Malgré les instances de plusieurs généraux qui le priaient de s'éloigner, l'Empereur voulut partager le sort de son armée : vaincre ou périr avec elle.

Il se contenta de faire partir son fils afin que, si lui-même succombait, la France pût se rallier encore autour du rejeton de la seule dynastie qui soit restée populaire.

Tant qu'a duré cette lutte terrible, l'Empereur est demeuré au milieu de ses soldats, les encourageant de ses paroles et de son exemple, et demandant vainement, comme Napoléon I à Wagram, la balle ou le boulet qui lui permettrait de ne pas survivre à sa défaite.

Qu'on interroge les officiers et les soldats qui se sont trouvés à cette sanglante journée ; tous diront que l'Empereur n'a cessé d'être au plus épais du danger, affrontant la mort avec ce courage froid et calme qu'il avait montré à Magenta et Solferino ⁵⁸, et devant les balles, les bombes, les poignards des assassins ⁵⁹.

53 Napoléon Daru (1807-1890) était ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Émile Ollivier en 1869, mais il a démissionné peu après. Élu député de la Manche en février 1871.

54 Auguste Ducrot (1817-1882), général, combattit à Reichschoffen et à Sedan, où il fut fait prisonnier. Évadé, il commanda des sorties infructueuses et sanglantes lors du siège de Paris. Élu député de la Nièvre en février 1871.

55 Le gouvernement de la Défense Nationale fut transféré à Tours en octobre, puis à Bordeaux en décembre 1870

56 La prolongation de la lutte a été rendue possible par la levée en masse de 500. 000 combattants, après l'adoption de la conscription, le 2 novembre 1870. Mais au même moment, dès le 1er novembre, Jules Favre reprenait ses pourparlers avec Bismarck... Les nouveaux dirigeants se montrent fort divisés sur les questions de la poursuite de la guerre et de l'ampleur des concessions à faire pour obtenir la paix.

57 Brochure de 108 pages, parue en 1871 sans mention de l'éditeur. François Perron, grammairien et philosophe, avait été professeur à l'université de Besançon.

58 Les batailles de Magenta et de Solferino eurent lieu respectivement le 4 juin 1859 (15. 000 morts) et le 24 juin suivant (39. 000 morts). Ces deux défaites obligèrent les Autrichiens à mettre un terme à la campagne d'Italie.

59 Allusion aux divers attentats auxquels Napoléon III a échappé : celui de Felice Orsini (1819-1858) eut lieu le 14 janvier 1858, et 156 personnes furent tuées ou blessées par la bombe qu'il lança, près de l'Opéra, pour rappeler à l'Empereur sa promesse de libérer l'Italie ; Giovanni Pianori (1827-1855), qui portait sur lui un poignard, tira deux

Plusieurs de ses aides de camp ont été frappés à ses côtés. Il fut même obligé, au moment où la mitraille faisait le plus de ravages autour de lui, d'ordonner aux officiers de sa suite de s'abriter dans un pli de terrain, tandis que lui restait seul, à cheval, au milieu de cet ouragan de fer."

Ici encore les témoignages abondent. Citons tout d'abord celui du brave et loyal général Pajol⁶⁰, aide de camp de l'Empereur, qu'il n'a pas quitté un instant pendant toute la journée du 1er septembre :

"C'est à cinq heures du matin qu'eut lieu la première attaque du côté de Bazeille.

Sous les feux de l'ennemi, l'Empereur arriva au milieu de cette belle division d'infanterie de marine, commandée par le général de Vassoigne⁶¹ : le combat était vif, car la garde royale prussienne et un corps bavarois s'acharnaient à l'attaque du village. Après être demeuré une demi-heure au milieu de cette troupe, l'Empereur, voyant que les obus et les balles arrivaient de tous les côtés à la fois, ordonna au groupe d'officiers qui l'accompagnait de rester auprès d'un bataillon de chasseurs à pied qui, abrité derrière un mur, attendait le moment d'entrer en ligne.

L'Empereur, délivré de son escorte, et voulant voir par lui-même les positions, s'avança encore plus en avant, accompagné seulement de son aide de camp, qui était moi, de l'officier d'ordonnance, capitaine d'Heudecourt, qui fut tué, du premier écuyer, Davilliers, et du docteur Corvisart⁶². Puis Sa Majesté se dirigea sur un point culminant où étaient les batteries du commandant Saint-Aulaire, et y demeura pendant près d'une heure au milieu d'une grêle de projectiles ennemis."

Passons maintenant aux témoignages des hommes les moins sympathiques à l'Empire.

Un officier supérieur, blessé à Sedan, écrivait à son ami ces lignes publiées par *Le Journal de Genève* :

*"Je n'aime pas l'Empereur, mais j'aime encore moins la calomnie. Il s'est **bien montré**, et s'il n'a pas **été tué**, ce n'est pas l'envie qui lui en a manqué.*

*Nos chefs ont été des maladroits, nos soldats des fous et des indisciplinés ; mais **personne n'a été lâche**. Je le dis très haut pour l'honneur de la France. On ne sert pas une bonne cause en **mentant**. Sedan est une faute, un grand malheur ; mais une **honte**, jamais ! Dites-le partout et à tous."*

À ce témoignage qu'on ne saurait récuser, ajoutons celui des journalistes qui suivaient l'armée.

Le correspondant du journal *Le Temps*⁶³ lui écrit :

*"L'Empereur a **voulu mourir**. Le fait est maintenant avéré. La mort a passé près de lui comme près de Ney sur le plateau de Mont-Saint-Jean⁶⁴, quand les boulets qu'il appelait s'obstinaient à l'épargner."*

Le correspondant du *Times*, le journal anglais, raconte qu'à la bataille de Sedan, *"l'Empereur fait preuve du **plus grand courage** ; il a en vain **cherché la mort**. Un obus est venu tomber sous les pieds de son cheval."*

Le *Journal Officiel* de Berlin du 8 septembre dit que, *"d'après des témoignages oculaires, à la bataille de Sedan, l'Empereur Napoléon III s'est exposé à un tel point que **son intention de se faire tuer était évidente**."*

Enfin, dans la lettre du publiciste allemand au *Standard*, nous lisons :

"... L'opposition a déclaré que la capitulation de Sedan avait été un acte de lâcheté de

coups de pistolet sur l'Empereur, aux Champs-Élysées, le 28 avril 1855 ; quant au patriote polonais Berezowski, il tira deux balles sur la voiture impériale, dans laquelle se trouvait aussi le tsar Alexandre II, le 6 juin 1867, au Bois de Boulogne.

60 Charles-Pierre-Victor Pajol (1817-1885) était général de division et aide de camp de l'Empereur. Son témoignage a paru dans *Le Moniteur* du 22 juillet 1871.

61 Général de brigade, de Vassoigne commandait la division d'infanterie de marine qui suivit l'armée de Châlons et se distingua lors de la bataille de Sedan.

62 Lucien Corvisart (1824-1882), petit-neveu du grand Nicolas Corvisart, médecin de Napoléon Ier, était le médecin ordinaire de l'Empereur.

63 Quotidien prestigieux, libéral sous l'Empire et conservateur sous la République. Fondé en avril 1861, il n'a en 1869 qu'un tirage modeste de 11. 000 exemplaires.

64 Allusion à la bataille de Waterloo.

l'Empereur, et ce mensonge, accepté sans examen, fut une des bases de la République nouvelle. Cependant, personne ne l'ignore aujourd'hui, le courage froid de l'Empereur ne l'a pas abandonné dans cette terrible journée où croulait toute sa puissance. Pendant plusieurs heures, il s'est exposé au feu le plus violent, s'offrant ainsi à la mort. Il n'a pas voulu le suicide, soit ; c'est le refuge facile des orgueilleux et des égoïstes ; mais quand il a dit : 'Je n'ai pu me faire tuer à la tête de mes soldats', il a dit simplement une chose vraie."

En fait de courage, nous ne connaissons pas de meilleur juge que le soldat français. Voici ce que nous racontait un sergent du 76e :

"Au plus fort de la bataille, l'Empereur aperçoit une batterie de mitrailleuses sur laquelle les Prussiens faisaient pleuvoir les obus et les balles ; les premiers servants, tués ou blessés, avaient été remplacés par des soldats de toutes armes. L'Empereur s'approche, met pied à terre, commande la manœuvre et pointe lui-même des pièces en nous disant : 'Courage, mes enfants, encore un effort ; c'est pour la France !'

Cela, je l'ai vu, je l'ai entendu, car j'y étais !"

Le même fait est confirmé par le témoignage du colonel anglais Forbes ⁶⁵, qui a suivi toute la campagne.

Entraîné, avec l'armée vaincue, dans cette *souricière* de Sedan, comme l'appelle le général Lebrun ⁶⁶, l'Empereur y conserve l'intrépidité calme qui ne l'avait point abandonné pendant la lutte. Le même correspondant du *Temps* cite le fait suivant :

"En passant auprès de notre café, un obus avait éclaté à deux pas de son cheval ; pas un muscle de ce masque étrange n'avait bougé. Il se contenta de réprimer, d'un geste, les acclamations qui l'accueillaient encore."

Un fait analogue est raconté par un témoin de *Paris-Journal* ⁶⁷:

"Celui qui fut Napoléon III est assis sur un pliant et parle à ses officiers. Une bombe tombe à côté d'eux et se mêle à la conversation. Les officiers, involontairement, font un pas en arrière. L'autre ne bouge pas et continue tranquillement l'entretien."

Les arts ont immortalisé la figure sereine de Napoléon I, continuant d'observer, avec sa lunette, les mouvements de l'ennemi, pendant qu'un obus éclate entre les jambes de son cheval et l'enveloppe de fer et de fumée.

Dans une circonstance semblable, le neveu s'est montré digne de l'oncle. Pourquoi sont-ils jugés d'une manière si différente ?

C'est que l'un est dans les mains de l'histoire, c'est-à-dire de la vérité, tandis que l'autre se trouve encore entre les mains de ceux qui ont intérêt à le calomnier.

Heureusement leur règne va finir, celui de la vérité aura bientôt son tour.

Si jamais accusation devait épargner Napoléon III, c'est incontestablement celle de manquer de courage.

Les perturbateurs du repos public le connaissaient mieux. Ils s'accordaient à dire que, tant qu'il serait au pouvoir, aucune révolution n'était possible, parce qu'il se ferait tuer plutôt que de céder. Aussi leur régime, et celui de la Commune, n'ont-ils pu s'établir qu'après sa chute.

Qui ne sait avec quelle impassibilité il a reçu, à bout portant, les coups de pistolet de Pianori et l'épouvantable explosion des bombes d'Orsini ⁶⁸?

Loin de fuir le péril, il l'affrontait, au contraire, avec ce superbe dédain qui faisait trembler son entourage ; et, quand ses amis essayaient de l'engager à la prudence, il se contentait de répondre : *"Rassurez-vous. Je ne suis qu'un instrument dans ma main de la Providence. Tant qu'elle me croira utile à l'exécution de ses desseins, elle saura bien me préserver. Je ne tomberai que le jour où ma tâche sera remplie. Mais alors, que m'importe ?"*

Voilà pourtant l'homme que ceux de la prétendue Défense nationale ont osé appeler : **le**

⁶⁵ Archibald Forbes, *My experience of the War between France and Germany*, Londres, 1871.

⁶⁶ Barthélémy Lebrun (1809-1889), général de division, aide de camp de Napoléon III, se distingua lors de la bataille de Sedan, où il fut fait prisonnier.

⁶⁷ Quotidien bonapartiste, fondé en décembre 1868 et dirigé par Henri de Pène. Mirbeau y collaborera au début des années 1880.

⁶⁸ Cf. *supra* la note 58.

lâche de Sedan !

Qu'auraient fait, à sa place, et le citoyen Jules Favre, qui ne sait que pleurer devant l'ennemi, et le brave Jules Simon, qui cache ses fils dans les bureaux pendant qu'il envoie au feu ceux des autres, et le généralissime Gambetta ⁶⁹, qui se sauve d'Orléans quand il apprend qu'on s'y bat, et l'intrépide Rochefort, qui s'évanouit à un enterrement ⁷⁰, et tous ces gouvernants du 4 Septembre, qui n'ont que la fuite à opposer à l'émeute, et tous ces lâches instigateurs des crimes de la Commune qui se sont réfugiés à l'étranger en abandonnant leurs victimes à la vindicte des lois ⁷¹?

Depuis quand la couardise a-t-elle le droit d'insulter la bravoure ?

* * *

Tout ce qu'on vient de lire est-il clair, évident, et ne suffit-il pas à démontrer une fois de plus l'impudence des républicains ?

Il ne me serait pas plus difficile de prouver, pièces en mains, ce qu'a toujours été la République, comment elle n'a profité jamais, en haut du gouvernement, qu'aux intrigants, aux bavards ⁷²; en bas, dans mes communes, qu'aux ivrognes, aux fainéants, aux gens en mauvaises affaires ; comment les fonds publics, par exemple, qui sont le thermomètre de la confiance publique, ont toujours baissé quand la république était en hausse et monté quand la République baissait ; et comment enfin, si cette fois-ci les affaires dans nos campagnes n'ont pas été jusqu'à présent trop troublées, c'est d'abord que la guerre avait créé, sous le rapport de la marchandise, des besoins considérables auxquels il fallait satisfaire, et des vides énormes qu'il fallait bien combler ; et ensuite que nous n'avons de la République que le nom, étant gouvernés par des hommes qui, tous, à commencer par M. de Mac-Mahon ⁷³, n'ont jamais été connus comme des républicains.

* * *

Mais ce n'est pas là ce dont il s'agit ; ce que j'ai voulu surtout prouver, c'est que :

- **c'était un mensonge de dire que l'Empereur ait voulu la guerre ;**
- **un autre mensonge de dire que c'est la faute de l'Empereur si nous n'étions pas prêts ;**
- **un troisième mensonge de prétendre que c'est l'Empereur qui ait perdu l'Alsace, la Lorraine et nos milliards ;**
- **un quatrième mensonge, enfin, d'oser dire que l'Empereur, en rendant à Sedan son épée au roi de Prusse, pour épargner la vie de 80. 000 soldats qui allaient mourir, n'a pas fait une grande et bonne action.**

* * *

⁶⁹ Léon Gambetta (1838-1882), avocat républicain, élu député en mai 1869, était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de la Défense Nationale. Dans *L'Ordre de Paris*, il est toujours présenté comme un lâche pour avoir fui Paris assiégé en ballon, le 7 octobre 1870. La ville d'Orléans fut prise par les Allemands le 11 octobre, reprise par les troupes françaises le 9 novembre, après la bataille de Coulmiers, mais elles durent l'évacuer en hâte début le 4 décembre.

⁷⁰ Allusion aux obsèques de Victor Noir, tué par le prince Pierre Bonaparte, le 12 janvier 1870. Le pamphlétaire Henri Rochefort (1831-1913), ancien rédacteur en chef de *La Lanterne* et alors député républicain de Belleville, s'y est évanoui à deux reprises. Il sera arrêté le 7 février suivant pour insulte à la famille impériale. Mirbeau aura un profond mépris pour Rochefort, ce qui n'empêchera pas Aurélien Scholl de qualifier péjorativement de Rochefaille le futur rédacteur en chef des *Grimaces*.

⁷¹ Quelques *leaders* de la commune - parmi lesquels Jules Vallès - échappèrent aux massacres de la Semaine Sanglante et aux pelotons d'exécution et se réfugièrent à Londres.

⁷² Mirbeau restera toujours fidèle à cette vision extrêmement critique des démagogues et "*mauvais bergers*" de la pseudo-République.

⁷³ Le maréchal de Mac-Mahon (1808-1893), vainqueur de la bataille de Magenta, puis chef de l'armée des Versaillais, a été élu à la place de Thiers comme Président de la République, le 24 mai 1873, parce qu'il était catholique et monarchiste. Pour les monarchistes qui avaient renversé Thiers, il ne s'agissait que d'une présidence provisoire, en attendant le rétablissement du comte de Chambord à la faveur de la "*fusion*" - mais celle-ci échouera (cf. *supra* la note 5).

Fidèle à l'engagement que j'avais pris en commençant, je me suis borné à énumérer des faits.
Ces faits sont-ils vrais ? Je le répète, je mets au défi mon concurrent et ses amis d'établir
qu'il y en ait un seul qui ne soit pas parfaitement exact, et je leur offre à tous, à cet égard, un
PARI DE 25. 000 FRANCS CONTRE 25. 000 SOUS
AU PROFIT DES PAUVRES DU CANTON. ⁷⁴

Dugué de la Fauconnerie

NOTES

⁷⁴ Il faut croire qu'aucun organe républicain n'a relevé le défi, puisque *L'Ordre* du 12 février 1875 - soit quatre mois et demi après la parution de la brochure - publie une lettre signée Octave Mirbeau adressée à un certain Salvat, rédacteur en chef d'un organe orléaniste du Gard, où on lit ceci : "*Chargé par M. Dugué de la Fauconnerie de lire attentivement les journaux de province pour voir si aucun d'eux ne se déciderait à relever le pari proposé dans la brochure Les Calomnies contre l'Empire, je n'avais jusqu'alors trouvé que des plaisanteries plus ou moins spirituelles, quand je lis hier, dans La Gazette de Nîmes, dont vous êtes rédacteur en chef, que cette brochure est à la fois intéressante et peu véridique.*" Faisant mine de croire que ce dernier qualificatif implique l'acceptation du défi, Mirbeau lui propose de justifier ses dires et, en attendant, suggère que les deux parties déposent les enjeux - 25. 000 sous pour Salvat, 25. 000 francs pour Dugué - à la recette générale de Nîmes. Il est peu probable que Salvat ait accepté cette honnête proposition. Toujours est-il que *L'Ordre* n'a pas fait mention de sa réponse.